

# Lettre aux salarié·es, sans emploi, retraité·es, étudiant·es et lycéen·nes au nom du comité de grève et d'action de Savoie soutenu par l'intersyndicale CGT, FSU, FO, Solidaires

**Nous tenions à nous adresser à vous – que vous soyez salarié·e du privé, fonctionnaire, chômeur, chômeuse, retraité·e, étudiant·e ou lycéen·ne – afin de vous expliquer pourquoi nous sommes en grève, parfois depuis le 5 décembre (donc en perdant notre salaire), pour le retrait total du projet de réforme des retraites universelles par points.**

## **Avec la réforme Macron-Delevoye :**

- ✓ **un point rapporterait**, en 2019, **0,55 €** de retraite par mois. Cette valeur est susceptible d'évoluer à la hausse, comme à la baisse, sur décision des futurs gouvernements.
- ✓ un·e salarié·e du privé payé·e **au SMIC** perdrait alors **122,69 €** de retraite par mois.
- ✓ un·e salarié·e touchant **1,5 fois le SMIC** perdrait quant à lui mensuellement **184,05 €**.
- ✓ un·e **cadre** avec un brut annuel de 40 524 € perdrait pour sa part **247 €** (source *Capital*).
- ✓ pour un·e **enseignant·e**, la perte représente **entre 500 et 900 €** par mois sur la pension. Le gouvernement lui-même reconnaît que les enseignant·es seront les plus impacté·es. Leur retraite serait réduite, en moyenne, à 1,27 SMIC.
- ✓ les **salarié·es au chômage** seraient bien sûr **encore plus pénalisé·es** par les interruptions de travail puisque ces périodes ne seraient pas comptabilisées pour l'acquisition de points.

Tous et toutes, salarié·es, sans emploi, étudiant·es et les retraité·es sont appelé·es à se joindre à cette mobilisation appelée par de nombreuses fédérations syndicales. Car oui, il s'agit bien d'une grève illimitée intersyndicale, interprofessionnelle, public-privé et non une grève de corporatistes qui se battent pour leurs privilèges. **C'est aussi pour vous que les grévistes se battent !**

Nous sommes attaché·es au système actuel de retraites par répartition qui repose sur la solidarité entre les générations. Nous n'acceptons pas la régression que constitue cette réforme dans un pays qui dégage tant de richesses aussi mal partagées. Il en va de l'avenir de nos retraites mais aussi de celles de nos élèves et étudiant·es, de nos enfants et petits-enfants.

- **Parce que** l'instauration du système de retraite par points est un système individuel ne reposant plus sur le système de solidarité intergénérationnel, les gouvernements seront seuls décideurs, disposant de tous les leviers pour gérer les retraites en fonction des contraintes budgétaires et financières !
- **Parce que** la valeur du point pourra varier selon le contexte économique, social et démographique avec pour principale conséquence que personne ne saura à l'avance à quel âge il pourra partir pour avoir une pension lui permettant de vivre décemment...
- **Parce que** les points seront calculés sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les 25 meilleures années dans le privé et les 6 derniers mois dans le public.
- **Parce qu'on** peut malheureusement observer en direct en Suède, les conséquences du système que M. Macron nous propose. Ainsi dans ce pays « modèle » de la réforme à points depuis 1998 :
  - en 2018 , le taux de retraité·es sous le seuil de pauvreté atteint 14.7% contre 7.5% en France
  - le nombre de retraité·es obligé·es de travailler a explosé et atteint 38% des 67 ans en 2018 en Suède contre 18% en 2000...

- **Parce que** ce projet est désastreux pour toutes et tous et ne va faire qu'aggraver encore la situation des femmes dans notre pays :
  - Les femmes ont actuellement des salaires inférieurs de -18,5% à ceux des hommes, davantage de temps partiels et d'interruption de carrière notamment pour les maternités ...
  - La suppression des trimestres supplémentaires accordés par enfant va encore accroître les inégalités obligeant les femmes à rallonger leur carrière afin de compenser les années d'interruption pour maternité et la décote entre 62 et 64 ans.
- **Parce que** ce projet aboutira à une baisse drastique des pensions de l'ordre de 30 à 40% dans de très nombreuses situations, entraînant la porte ouverte aux spéculateurs et aux spéculatrices ; aux fonds de pensions joués en bourse. M. Delevoye a d'ailleurs été forcé de démissionner ce lundi 9 décembre car il avait oublié de signaler qu'il était administrateur pour une agence de formation aux métiers de l'assurance, de là à penser qu'il prépare le terrain pour les fonds de pension...
- **Parce qu'**une nouvelle fois, le gouvernement veut opposer les régimes dits « spéciaux » au régime général alors qu'avec ce projet tout le monde va y perdre !!!

Le Premier Ministre, dans ses annonces du mercredi 11 décembre 2019, a maintenu le projet de réforme de retraite universelle par points.

Conscient de la volonté des salarié·es de mettre à bas le projet Delevoye/Macron, il manœuvre :

- Il envisage de repousser l'application de la réforme pour que ce soient nos enfants et petits-enfants qui la subissent pleinement ainsi que les plus jeunes salarié·es en activité.
- Il affirme vouloir revaloriser la carrière des enseignant·es car il craint comme la peste que ces dernier·es s'engagent massivement dans la grève reconductible avec les autres salarié·es du public et du privé jusqu'au retrait du projet.

*Comme d'habitude, les promesses n'engagent que celles et ceux qui les croient.*

Nous, personnels d'éducation réunis en assemblées générales inter-degrés (écoles, collèges, lycées, université), appelons, avec le soutien des organisations syndicales CGT-FSU-FO-Solidaires, les salarié·es du public et du privé à participer massivement à la grève et à se réunir en AG pour discuter de la reconduction, pour revendiquer :

- Le retrait total du projet Delevoye/Macron,
- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, notamment le Code des Pensions civiles et militaires,
- Des augmentations générales des salaires et traitements avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice, gelé depuis 9 ans (soit 18 % de perte de pouvoir d'achat).
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin, et un plan de titularisation des contractuel·les,
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation.

**Les personnels de l'éducation nationale ne se satisferont pas d'une réforme aménagée pour leur seule situation. Ils et elles resteront solidaires des autres salarié·es du public et du privé.**